

Patrimoine des ministres : en descendant l'échelle de Riester

Jean-Christophe Catalan

Bonne nouvelle : le gouvernement de la France n'a jamais été aussi riche... Evidemment il ne s'agit pas ici de l'institution qui dirige le char de l'Etat, bien à la peine avec 270 milliards d'euros d'emprunts à lever l'an prochain, mais des personnes qui s'assemblent chaque mercredi matin à l'Elysée, dans le salon Murat de l'Elysée, autour du président de la République.

Depuis la publication de leurs déclarations de patrimoine et d'intérêts, on sait que la quarantaine de ministres d'Elisabeth Borne remportent probablement – on ne connaît les patrimoines de nos dirigeants que depuis 2013, lorsque la loi sur la transparence de la vie politique est entrée en vigueur – la palme de l'aisance personnelle depuis la fondation de la Ve République.

Selon [le dépouillement des déclarations](#) de patrimoine et d'intérêts par la Haute autorité de la vie publique (HATVP) la moitié des 41 ministres possède plus d'1 million d'euros. Le ministre moyen a même un patrimoine brut de 1,9 million d'euros (1,5 million net, dettes déduites).

A comparer avec le [patrimoine moyen](#) des Français : 192 400 euros brut (147 200 net). Tous, sauf une, se situent largement au-dessus de cette moyenne nationale. Le graphique [publié par les Décodeurs du Monde](#) livre une image saisissante : à quelques exceptions près, tous les ministres se situent dans les 10 % les plus riches et/ou les 10 % ayant les revenus les plus élevés, avec une tendance manifeste à rejoindre le tout petit carré des 1 %. Lors de la crise financière de 2008, [le mouvement Occupy Wall Street](#) dénonçait le « gouvernement des 1 % », quatorze années plus tard, la France s'en approche dangereusement...

La consultation du site de la HATVP, sorte de plongée dans la vie et les affects des riches, est aussi instructive que les ouvrages des sociologues Monique Pinçon-Charlot et du regretté Michel Charlot (saluons ici sa mémoire !). Strate par strate, l'emprise de la bourgeoisie sur la politique se révèle.

Un patrimoine d'abord immobilier

Il y a d'abord les riches par héritage comme Franck Riester, numéro 1 du classement du plus gros patrimoine (10,6 millions d'euros) et qui sera notre étalon sur l'échelle de la richesse gouvernementale, dite « échelle de Riester ». Le ministre du commerce extérieur doit la majeure partie de son pactole à son grand-père, créateur d'un florissant réseau de concessions d'automobiles.

Nos gouvernants adorent la propriété immobilière, qui compose plus de la moitié de leur capital : 93 % d'entre eux ont au moins un bien immobilier

Gabriel Attal, ministre des comptes publics et classé 17e sur l'échelle de Riester avec 1,7 million d'euros, est aussi un héritier, certes involontaire : le jeune homme de 33 ans n'a jamais fait autre chose que de la politique mais son père, le producteur Yves Attal, est malheureusement décédé. [La France des héritiers](#), qui n'est pas une découverte, s'inscrit dans le paysage politique...

Nos gouvernants adorent la propriété immobilière, qui compose plus de la moitié de leur capital : 93 % d'entre eux ont au moins un bien immobilier, et pas moins de 9 pour Agnès Firmin Le Bodo, secrétaire d'Etat chargée de l'organisation territoriale et des professions de santé, classée numéro 3 avec 6 millions d'euros de patrimoine.

Cette pharmacienne semble d'ailleurs avoir anticipé sa succession puisqu'elle précise ne posséder que l'usufruit d'une partie de ces biens, un classique dans les familles souhaitant réduire les droits de succession. Du moins est-ce légal.

[La HATVP a découvert](#) que Caroline Cayeux (hors liste, elle a démissionné), éphémère ministre aux collectivités locales, avaient si manifestement sous-estimé la valeur de ses maisons de Paris et d'Ile-et-Vilaine (de 3,9 millions d'euros au total) qu'elle a dû la signaler au Parquet pour soupçon de fraude fiscale (sans doute à l'impôt sur la fortune immobilière). La bourgeoisie bien classique, en somme : discrète, ancrée dans le territoire, impôtphobe...

Mais il y a aussi – autre figure traditionnelle de la société française, celle de Rastignac – le garde des Sceaux Eric Dupont-Moretti, classé numéro 5 (4,5 millions d'euros). L'avocat, auteur, comédien, et acteur est l'heureux propriétaire deux Harley Davidson, d'une Bentley, de deux montres de marque, d'une belle maison au Cap Ferret, d'un pied-à-terre en Corse, d'un appartement à Paris et un autre dans le Nord... Sans doute une revanche ostentatoire pour le fils d'un ouvrier métallurgiste, décédé trop tôt, et d'une femme de ménage...

Les très hauts salaires des anciens du privé

Les registres de la HATVP lèvent néanmoins un coin de voile sur une autre réalité, plus contemporaine : la capacité d'accumulation des cadres des grands groupes privés, avec l'exemplaire ministre des Sports Amélie Oudéa Castera. La numéro 2 (6,47 millions d'euros) sur l'échelle de Riester, ex-magistrate à la Cour des comptes, a dû révéler les montants des ses rémunérations, qui sembleront presque incroyables au commun des salariés.

En 2017, lorsqu'elle quitte l'assureur Axa, la directrice du digital gagne 502 000 euros net par an, autrement dit 41 833 euros par mois, soit plus de 30 fois le Smic de l'époque ! Une ligne de sa fiche précise que son employeur lui a fait cadeau de deux mois de préavis de départ non effectué. A ce tarif, c'est un joli cadeau de d'adieu... A force d'allers et retours entre le service public et les grands groupes, et aussi grâce à l'endogamie du milieu, le gouvernement Borne est riche... en conflits d'intérêts potentiels

Elle rejoint ensuite Carrefour, où elle va gagner jusqu'à 592 000 euros par an. Amélie Oudéa-Castera collectionne aussi les jetons de présence (à titre onéreux) dans des conseils de grandes sociétés françaises. Puis elle part pour la Fédération française de tennis, où sa rémunération de 356 400 euros [génère un malaise certain](#). De tels niveaux de rémunérations expliquent la constitution d'un joli pactole de produits financiers souscrits soit chez Axa, soit à la Société générale, dirigée par son mari Frédéric Oudéa.

Axa, encore lui, fait aussi les beaux jours de Laurence Boone, numéro 8 avec 3,7 millions. Celle qui fut la conseillère économique de François Hollande à la suite de la nomination d'Emmanuel Macron au ministère du Relèvement productif émargeait à 579 000 euros par an comme chef économiste de l'assureur en 2019, puis 183 000 euros à l'OCDE. De quoi remplir un bas de laine composé de 9 assurances vies et 6 comptes et livrets d'épargne.

Il y a aussi les cumulardes de l'héritage et du revenu, telle Agnès Pannier-Runacher, ministre de la Transition énergétique, numéro 10 de l'échelle de Riester avec 2,67 millions de patrimoine, qui gagnait fort bien sa vie à la Compagnie des Alpes en ajoutant aux 320 000 euros annuels des rémunérations annexes comme administratrice de société, et dont le père avait dirigé la société pétrolière Parenco.

Le gentil papa avait pensé à ses petits-enfants en leur affectant la propriété de parts de l'entreprise logées dans un fonds domicilié dans un paradis fiscal. C'était discret, puisque c'est [le site d'investigation Disclose](#) qui en a fait la révélation. Comme quoi, l'héritage peut-être bien embarrassant.

A force d'allers et retours entre le service public et les grands groupes, et aussi grâce à l'endogamie du milieu, le gouvernement Borne est riche... en conflits d'intérêts potentiels. C'est le cas bien entendu de Dupont-Moretti qui devrait comparaitre devant la Cour de justice de la République pour cela, d'Agnès Pannier-Runacher, interdite de s'intéresser aux affaires de la société Parenco, numéro 2 française du Pétrole. De Stanislas Guerini (numéro 6 avec 3,9 millions d'euros), marié à une cadre de Google ; et donc objet d'un décret de déport retirant au ministre de la Fonction publique toute regard sur la société Alphabet.

Une seule pauvre... mariée à un PDG

Il y a quelques exceptions dans cette échelle de Riester. D'abord les ministres les plus puissants politiquement ne sont pas les plus dorés sur tranche. La Première ministre n'occupe que la 13e place (1,6 million), Pap Ndiaye, ministre de l'Education nationale est 23e,

Gérald Darmanin à l'Intérieur est 26e (630 000 euros), Bruno Le Maire à l'Economie est à la place 33 (445 000 euros). Comme on dit : cordonnier, le plus mal chaussé...

Et il y a même une véritable pauvre tout en bas de la liste: la secrétaire d'Etat à l'Enfance Charlotte Caubel qui ne déclare que 25 000 euros de patrimoine, dont 19 500 placés sur un plan épargne logement, au bout d'une carrière brillante de magistrate qui l'a menée jusqu'à conseiller le Premier ministre Edouard Philippe à Matignon, cela signifie-t-il qu'elle aurait jeté son argent par les fenêtres, ou tout donné à des œuvres ? On ne le saura pas, puisqu'on entrerait dans la vie privée.

Mais qu'on se rassure, Charlotte Caubel est aussi l'épouse d'Alexandre Bompard, PDG de Carrefour. Selon le rapport annuel du groupe, sa rémunération annuelle est de 1,5 million de salaire fixe, 2,85 millions de part variable, et 4 millions d'actions Carrefour. Elle est pas belle la vie à deux ?